MERCREDI 12 AOUT 1835.

GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES,

ON S'ABONNE A PARIS,
AU BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS
N° 11.
Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE

47 fr. pour trois mois ;

34 fr. pour six mois ;

68 fr. pour l'année

JUSTICE CIVILE.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

(Présidence de M. David Michau.)

Audience du 11 août.

DÉBATS PÉCUNIAIRES ENTRE TROIS NOTABILITÉS RÉPUBLICAINES.

M^r Vatel se lève et dit : « Je réclame, au nom de M. Bichat, ancien gérant du journal *la Tribune*, contre M. Germain Sarrut, l'un des ex-proprétaires de cette feuille, le paiement d'une somme de 200 fr., qui lui est due, pour appointemens du mois de mai. M. Germain Sarrut a cédé *la Tribune* à M. Raspail, éditeur responsable et rédacteur en chef du *Réformateur*, et, dans le contrat de vente, il a chargé le cessionnaire d'acquiescer les appointemens de la gérance. Mais M. Raspail n'a pas voulu remplir cette obligation; il a donc bien fallu que M. Bichat se retournât vers son débiteur direct. »

M^r Schayé : Je me présente comme fondé de pouvoirs de M. Germain Sarrut, et, pour lui, je reconnais la légitimité de la demande de M. Bichat, me bornant, à son égard, à solliciter la remise de la cause, attendu que j'ai mis garant en cause. Ce garant est M. Raspail. Le 9 mai 1835, M. Germain Sarrut a transmis la propriété de *la Tribune* au directeur du *Réformateur*. Entr'autres conditions, le vendeur a chargé l'acquéreur : 1° de servir tous les abonnemens de trois mois, en quelque nombre qu'ils fussent, et les abonnemens de six mois, qu'on a déclaré être de trente au plus; 2° de payer 200 fr. par mois, pendant l'espace de six mois, à chacun des deux anciens gérans de *la Tribune*, MM. Lionne et Bichat, à moins, porte l'acte de vente, qu'une amnistie ou toute autre cause ne vint ouvrir les prisons aux condamnés politiques. Or, on sait que les condamnés subissent toujours leur peine, et que le gouvernement n'a pas jugé à propos de les rendre à la liberté.

M^r Venant : M. Raspail m'a confié sa défense, et je viens soutenir la non-recevabilité de la demande en garantie. Il suffit de lire l'acte du 9 mai 1835, pour se convaincre que la rétribution mensuelle, promise à MM. Lionne et Bichat, n'est qu'une indemnité pour cause de détention politique, et que, pour y avoir droit, il faut être en état de captivité; c'est le cas où se trouve M. Lionne; aussi les 200 fr. lui ont-ils été payés avec exactitude. Quant à M. Bichat, il est bien sous le poids de condamnations politiques, mais je ne sais pourquoi il n'a point eu le désagrément d'aller en prison. Il ne lui est par conséquent dû aucune indemnité quelconque.

M^r Schayé : Vous vous trompez; les 200 fr. sont des honoraires de gérance et non pas une prime de captivité.

Le Tribunal :

En ce qui touche la demande principale :

Attendu que la remise est simplement demandée par Germain Sarrut, qui ne défend pas au fond ;

En ce qui touche la demande en garantie ;

Attendu qu'en prenant à sa charge certaines obligations de *la Tribune*, l'appelé en garantie s'est engagé à payer par mois deux cents francs à chacun des deux gérans de *la Tribune* pendant l'espace de six mois ; que, s'il a été mentionné que ce paiement cesserait le jour où une amnistie ou toute autre cause ouvrirait les portes des prisons aux condamnés politiques, cette convention doit être entendue en ce sens, que remise de la peine ou grâce serait accordée ; qu'autrement elle serait sans valeur à l'égard de Bichat, qui, à l'époque de la convention, carcéral, qu'il ne l'est aujourd'hui ;

Par ces motifs, donne défaut, sans égard à la remise, sur la demande principale, et, pour le profit, condamne Germain Sarrut au paiement de la somme demandée par Bichat ; et, statuant sur la demande en garantie, condamne Raspail à garantir et indemniser Germain Sarrut de la condamnation qui vient d'être prononcée contre lui.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR D'ASSISES DE LA MAYENNE (Laval).

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. RÉGNIER. — Audience du 4 août.

CHOUANNERIE. — AFFAIRE MARCADET ET FRANCOEUR. — SUITE

DES DÉPOSITIONS. — ACTES D'HORRIBLE BARBARIE DES DEUX

CHOUANS. — PLAIDOIRIES. (Voir la *Gazette des Tribunaux* du 9 août.)

A l'ouverture de l'audience, M. le président demande à Francoeur s'il n'a pas manifesté l'intention d'avouer la

part que Bouvet a prise aux actes commis contre M. Lallemand.

Francoeur : Oui, M. le président : c'est Bouvet qui m'a

poussé et entraîné à cette mauvaise action; il vint me

trouver la veille au soir, avec Breton, dans le bois de la

haie d'Anjou, où j'étais avec Houdayer; il nous apporta de l'eau-de-vie, et nous engagea à aller le lendemain chez M. Lallemand. Il nous dit que celui-ci avait mal parlé de nous et surtout de Breton, et qu'il fallait le punir. Nous allâmes en effet chez M. Lallemand. Houdayer, dit *Saute-Dessus*, resta chez Bouvet; mais celui-ci nous conduisit jusqu'après de la maison de son voisin. Quand M. Lallemand nia ensuite avoir un sabre et des pistolets, je le ramenai chez Bouvet, et ce fut la femme de celui-ci qui nous donna un mouchoir pour lui bander la vue.

Bouvet, extrait de la maison d'arrêt, est confronté avec Francoeur; il nie les détails donnés par celui-ci, et prétend même que Francoeur est venu chez lui avec vingt-cinq autres pour le fusiller.

Francoeur : Vous êtes un lâche et un mauvais homme, je dis ici la vérité; sans contredit, Messieurs, je ne veux ici dénoncer personne, mais j'ai horreur de cet homme, car c'est lui qui nous a poussés à maltraiter M. Lallemand. Oui, Bouvet, je suis un brigand, mais vous êtes aussi brigand que moi!

Après cet incident, qui excite une vive émotion dans l'auditoire, on reprend l'audition des témoins.

Les sieurs Garry, Gasnier, Ricosset, la fille Désirée Chauvin et Poirier, père et fils, racontent les désarmemens exécutés à Parni, Forcé et Bazougers, au mois de janvier 1834. Les chouans rencontrèrent d'abord le sieur Garry, et le forcèrent de les conduire dans le bourg de Parni chez les autres personnes qui ont été désarmées : celles-ci, et notamment M. Louis-Laurent Ricosset, essayèrent de résister; ce dernier surtout empoigna un des brigands et le renversa sous lui; mais les autres accoururent bien vite, se saisirent de lui et le maltraitèrent. Les sieurs Poirier ne voulurent pas ouvrir leur porte pendant la nuit, et les brigands n'osèrent pas l'enfoncer; mais ils revinrent au jour, et se vantèrent de leurs exploits à Parni pendant la même nuit, et des désarmemens commis précédemment à Gennes. Francoeur figura dans cette bande; il est reconnu du moins par le sieur Gasnier, un des sieurs Ricosset et les sieurs Poirier. Cependant il nie sa participation à ces faits.

Le sieur Hérald et sa femme, le sieur Durand et la fille Dubois, rendent compte d'une tentative de meurtre commise par Francoeur : une première fois il était venu pendant la nuit chez les époux Hérald avec un de ses camarades. Comme on ne voulait pas leur ouvrir, ils menacèrent de mettre le feu, et à la fin la porte leur fut ouverte. Ils prodiguèrent des menaces à Hérald, et prétendirent qu'il avait servi de guide aux gendarmes pour les chercher. Au mois de novembre 1834, Francoeur ayant passé une haie d'un champ exploité par Hérald, celui-ci lui reprocha de défaire sa haie, et lui dit qu'il pourrait lui faire payer les dommages-intérêts résultant du dérangement de sa clôture. « Tiens, en voilà des dommages, » lui crie Francoeur, et en même temps il lui lâche à 25 ou 30 pieds un coup de fusil chargé à plomb. Hérald en reçut un grain à la lèvre et d'autres à la cuisse. Quand il se déshabilla, il trouva une douzaine de grains qui s'étaient amortis dans sa culotte d'étoffe. Une troisième fois, Francoeur revint chez les époux Hérald demander des vivres; et comme la femme les lui passait par la fenêtre en tremblant : « De quoi avez-vous peur? lui dit-il; est-ce parce que j'ai tiré l'autre jour sur votre mari? c'est bien heureux que je n'eusse pas alors une balle dans mon fusil, car je l'aurais tué. »

Ici se présente la scène la plus dramatique de ces pénibles débats; il s'agit des actes de barbarie commis sur le sieur Reboux, de Durtal, et sur sa domestique. Il ne nous est pas possible de rendre la déposition si palpitante d'intérêt de ces deux témoins, et surtout celle de Reboux, qui puise dans l'émotion de ses souvenirs une sorte de poésie pittoresque, que nous ne pouvons reproduire que d'une manière pâle et décolorée.

Un soir, dit-il, au mois de septembre 1834, j'entendis aboyer mon chien d'une façon particulière; je crus qu'il flairait un animal malfaisant; je sortis en chemise et je voulus effrayer cette bête en tirant un coup de fusil en l'air et en criant à mon chien : « Tiens bien! » Oui, oui, nous allons tenir bien! crièrent à la fois une douzaine de brigands qui sautèrent la haie et se précipitèrent dans ma cour. A leur aspect, je fis retraite dans ma maison et m'y renfermai. Aussitôt ils accoururent, frappèrent dans ma porte et menacèrent de l'enfoncer; je résistai intrépidement. En vain ils tirèrent des coups de fusil au travers, en vain ils firent sauter trois fois les verrous avec des madriers, trois fois je repoussai les verrous et retins ma porte prête à s'ouvrir; alors ils se mirent à démolir un pan de mur; j'essayai encore de boucher l'entrée en plaçant un tableau devant; mais enfin ils pénétrèrent dans ma maison. Marcadet était à leur tête, et il débuta par m'asséner un violent coup de crosse de fusil; puis ils se jetèrent en grand nombre sur moi et me battirent. Ce n'était pourtant rien encore; ils voulurent boire et me conduisirent à mon cellier à coups de crosse de fusil; ils voulaient du vin et je n'en avais point; enfin ils placèrent sur la table un petit fût, le défoncèrent, et voyant que ce n'était que du cidre, ils en burent un peu,

après que Marcadet m'en eut jeté un verre à la tête et un autre à celle de Jeanne Bigot, ma domestique. Cela fait, ils me forcèrent d'ouvrir mon armoire et d'y prendre de l'eau-de-vie; alors animés sans doute davantage, ils se ruèrent sur moi à coups de pied, à coups de poing, à coups de crosse; ils me renversèrent, me traînèrent par les cheveux dans la maison, me foulèrent aux pieds et dansèrent sur mon corps. J'étais gisant à terre et à demi-mort; un d'eux cependant eut pitié de moi et m'aida à me relever; j'y parvins à grand peine en m'appuyant contre un meuble. Marcadet, dans cet instant, ordonna un moment de répit et demanda qu'on lui servit à manger, mais il me dit : « Te voilà en belle passe, tu es joli maintenant, tu vas voir mieux tout-à-l'heure, car c'est toi qui nous serviras de dessert; c'est avec ton piston que tu vas mourir. — Au nom de Dieu et de la sainte Vierge! lui dis-je, donnez-moi du moins le temps de mourir en chrétien! — Ton bon Dieu et ta sainte Vierge ne te sauveront pas, répondit-il; mais ils vont tout-à-l'heure t'emmenner droit au Ciel. » Et il se mit tranquillement à manger et à boire. Pendant ce temps, j'eus la force encore de songer à fuir. Je tâchai de gagner doucement la porte et j'y parvins; je l'ouvris sans bruit, et la porte obéissante se referma sur moi sans grincer. Je m'esquivai alors par mes étables et je me traînai jusque dans un champ; je voulus sauter un fossé, mais j'y tombai sans connaissance, circonstance fort heureuse sans doute, car les brigands vinrent auprès de moi pour me chercher et ne m'aperçurent pas. Quand au bout d'un temps assez long, je revins de mon évanouissement, je vis de la lumière parcourant mes bâtimens; plein d'inquiétude pour ma domestique et mon enfant, j'essayai de rentrer chez moi; mais heureusement, et par une faveur de la Providence, comme je me rapprochais, j'entendis tousser un factionnaire qui se tenait auprès de mon étable; je vis aussi les étoiles bluetter sur le canon de son fusil, alors je rétrogradai à reculons et en ayant toujours les yeux sur lui de peur qu'il ne m'aperçût : je m'appuyai sur une barrière, car je ne pouvais plus marcher; enfin je parvins à me traîner chez un de mes voisins; on me lava mes plaies, et je me couchai à demi-mort; je demandai un médecin et surtout le curé. Un de mes enfans averti de mon état vint me voir, et emporta par son courage, il s'arma d'un fusil et voulut courir sur les chouans pour me venger; je parvins à le calmer en lui disant qu'on m'avait menacé de nous brûler tous si nous venions à parler. Alors mon fils alla à Durtal chercher un médecin; mais mon malheur y fut bientôt connu, et la garde nationale accourut sur les lieux; on me conduisit à grande peine à l'hôpital, où je reçus tous les soins possibles et où je restai plus d'un mois, car j'avais la lèvre hachée, le corps tout couvert de plaies et de contusions et même une côte fracturée. Au milieu de cette scène épouvantable, on m'a pris 15 ou 14 fr. du linge, six oies, deux canards, etc. »

On introduit la fille Jeanne Bigot : cette femme qui, devant le juge d'instruction, est tombée évanouie à l'aspect de Marcadet, éprouve d'abord un saisissement qui menace encore de lui faire perdre connaissance. On s'empresse autour d'elle, on la rassure, on lui donne le temps de se calmer un peu, et enfin, le cœur haletant, elle parvient à pouvoir parler. Elle raconte, en premier lieu, les faits qui concernent son maître, les tentatives qu'elle a faites courageusement pour le défendre, et les mauvais traitemens qui dès-lors furent exercés sur elle. Arrivant ensuite à ce qui s'est passé après le départ de Reboux, elle continue ainsi : « Les brigands, aussitôt qu'ils s'aperçurent de sa disparition, voulurent m'en demander compte. Marcadet m'ordonna d'allumer une chandelle; je le fis, mais quelques autres la soufflaient à chaque fois, et alors on me frappait à coups de pied et à coups de poing. Enfin quand la chandelle fut allumée, Marcadet m'ordonna de la conduire dans tous les appartemens, dans les greniers, les étables, le pressoir, et ne trouvant point mon maître, ils sortirent, et je me crus débarrassée; car Marcadet avait donné des ordres à ses hommes pour aller dans divers endroits. Remise un peu de ma frayeur, j'appelai le jeune enfant de la maison; mais il était parvenu à s'évader. Quelque temps après, seule au coin du feu et tremblante encore, j'entends du bruit dans le pressoir, et je crus que c'était mon maître qui rentrait. J'écoutai, mais personne ne se présentait; enfin je vis briller un fusil à la porte du grenier; Marcadet revint et trois autres avec lui. Il me dit qu'il m'avait entendu parler à mon maître; que celui-ci avait une cachette où sans doute il était renfermé, et qu'il fallait que je la lui montrasse. Je protestai qu'il n'en était rien et que j'ignorais où il était. « Il ne serait pas étonnant, ajouta-t-il, qu'on le trouvât tombé mort dans la cour. » Marcadet, furieux, persista à vouloir me forcer à indiquer la retraite de Reboux. Alors il prit un tison enflammé et l'approcha de mon front pour me brûler les yeux; je me débattis autant que mes forces me le permirent. Le feu prit à mon mouchoir, et quoiqu'il me brûlât la poitrine, je ne songeais même pas à l'éteindre tant j'étais transie! J'éprouvais un tremblement convulsif dans tous les membres : un des brigands alors remarqua qu'il leur était toujours ar-

rivé malheur quand les femmes avaient tremblé : « Eh bien ! pour empêcher cela, dit Marcadet, il faut lui mettre le feu aux jambes. » Et en effet, il approcha de mes pieds un autre tison enflammé. Cependant un des chouans eut pitié de moi et intercédâ pour qu'on ne me brûlât pas ; mais bientôt quelques autres se jetèrent sur moi et attentèrent à ma pudeur. »

Sur ce dernier point, M. le président s'abstint discrètement de pousser plus loin les questions pour ménager la sensibilité de cette malheureuse fille, qui cependant a été la victime des bandits.

Pendant ces deux dépositions qui ont vivement ému l'auditoire, Francoeur que Reboux et sa domestique attestent n'avoir pris part à aucune de ces atrocités, verse cependant des larmes qui semblent sincères, vraies et inspirées par le repentir. Marcadet baisse les yeux et paraît plus atterré. Interpellé par M. le président, il se contente de dire d'une voix affaiblie : « C'est faux. »

Le médecin de Durtal et six autres témoins confirment les déclarations ci-dessus et racontent comment les brigands retirés au château de Grip ont bientôt pris la fuite pour échapper aux poursuites de la garde nationale de Durtal. Ils étaient commandés par Marcadet.

L'ordre chronologique amène ensuite divers désarmements commis par Marcadet dans la commune de Peuton avec des scènes de violence qui désormais deviennent pâles et sans effet, après les émotions qui viennent d'agiter tout l'auditoire.

Trois témoins racontent aussi l'attaque faite sur la diligence de Nantes à Paris, au mois de septembre 1834, et l'enlèvement de 27,000 fr. appartenant à des négocians d'Angers ; mais cet événement s'est passé au milieu d'une nuit fort obscure, et on ne peut reconnaître les coupables.

Enfin on arrive à l'assassinat du voltigeur Rozen Fualder, du 55^e régiment. Ce militaire revenait de Craon vers Château-Gontier, en compagnie de Beaumont, boucher, et à peu de distance de Saint-Martin, voiturier, qui ramenaient deux jeunes demoiselles à la ville. A l'embranchement d'un chemin latéral, le chien de Beaumont s'étant mis à aboyer, Francoeur et Marcadet qui se trouvaient le long de la haie, s'écrièrent qu'ils allaient lâcher leurs deux coups de fusil. « Vous ne le voudriez pas », leur répond-on, et en même temps ils tirent tous deux sur le voltigeur qui s'était avancé vers eux. Le malheureux est atteint au bras d'un coup chargé à plomb, mais tiré à bout portant. Il s'écrie qu'il a le bras cassé ; alors Beaumont se précipite sur Francoeur et lutte avec lui. Marcadet, pendant cette lutte, le couche en joue et veut le tuer ; mais le voiturier Martin qui était à quelques pas en avant, accourt et se saisit de Marcadet ; on se culbute et enfin Beaumont, étant reconnu de Marcadet, la lutte cesse et celui-ci dit à son compagnon : « Ne tire plus, en voilà assez pour aujourd'hui. » Il embrasse même Beaumont, et lui ordonne de poursuivre au plus vite sa route avec ses camarades. Le malheureux voltigeur rentre à Château-Gontier et se rend à l'hôpital. On examine sa plaie, elle est horrible et menaçante ; car la charge de plomb a traversé le bras et attaqué les nerfs extenseurs ; enfin on parvient à force de soins à le soustraire à la mort ; mais il est estropié pour sa vie, et il ne pourra jamais se servir de son bras. Aujourd'hui même il se dépoille devant les jurés, et chacun remarque avec un mouvement d'horreur et de pitié, ce bras déformé, aminci et sillonné de cicatrices. L'infortuné ne guérira jamais.

Marcadet, en avouant sa présence à cet affreux assassinat, prétend que c'est Francoeur qui a tiré seul ; Francoeur convient qu'ils ont tiré tous les deux ; mais il croit que c'est Marcadet qui a blessé le voltigeur. Celui-ci affirme positivement cette circonstance : il signale la position où chacun se trouvait sur les lieux, et il déclare que Marcadet qui était à sa gauche et qu'il reconnaît parfaitement, est bien celui dont le coup l'a blessé.

Les faits sont confirmés par Beaumont, Martin et la demoiselle Monnier ; par M. le chef de bataillon Vilens, qui a reçu les déclarations de Rozen Fualder et les a vérifiées avec soin sur les lieux même ; par M. le docteur l'estrays qui a visité la plaie et qui affirme qu'elle a dû être faite par l'homme placé dans la position qu'on assigne à Marcadet ; enfin par MM. Lehon et Foucault, arquebusiers, qui reconnaissent que le plomb de la blessure est un mélange des numéros 6, 5 et 4, absolument semblable à celui qu'on a trouvé dans le sac saisi sur Marcadet.

Cent trois témoins sont ainsi entendus à l'appui de l'accusation. Enfin, M. Guédon, procureur du Roi, prend la parole.

« MM. les jurés, dit-il, deux hommes ont pendant longtemps épouvanté nos contrées ; partout ils répandaient l'horreur et la désolation ; partout ils portaient avec eux le pillage, les tortures et l'assassinat. Scélérats par vengeance, par cupidité et par le débordement de toutes les passions mauvaises, souvent aussi ils l'ont été sans intérêt et seulement pour faire le mal. Toujours lâches, ils n'ont frappé que des victimes sans défense. Ils ont voulu se rendre horribles à force de forfaits, ils ont réussi. Leur noms seuls glaçaient d'effroi les habitans de nos campagnes. Ces deux hommes sont devant vous, Messieurs ; ils ont parcouru l'échelle de tous les crimes ; ils ont aujourd'hui à vous en rendre compte ; c'est Francoeur ! c'est Marcadet ! que d'horreurs ces deux noms rappellent ! »

M. le procureur du Roi, dans un réquisitoire qui a duré deux heures et demie, parcourt successivement tous les faits de cette immense procédure, et les signale à la vindicte publique.

« Que dira-t-on pour excuser les accusés ! s'écrie l'organe du ministère public ; oserait-on insinuer qu'ils ont été égarés par de mauvais conseils, ils n'ont été que les agens d'un parti politique ? Oh ! s'il en était ainsi, honte et malédiction à ce parti ! honte et malédiction à ceux qui ont pactisé avec le crime, qui ont tendu la main à des forçats, à des reclus, qui ont stipendié des assassins, qui ont sou-

doyé des brigands pour les pousser à se ruer sur la société et à fouler aux pieds toutes les lois divines et humaines !

« Messieurs les jurés, jusqu'ici bonne justice a toujours été faite par vous des ban lits de second ordre que la justice avait pu saisir. Aujourd'hui voici les chefs, voici ceux qui se sont élevés au dessus des autres dans la carrière du crime : vous ne faillirez pas à leur juste punition. Oserait-on invoquer des circonstances atténuantes ? Et nous aussi, Messieurs, nous eussions aimé à trouver dans ce débordement d'horreurs queques motifs pour atténuer la rigueur de nos réquisitions ! Nous n'avons pas eu le bonheur de rencontrer un seul souvenir qui appelât l'indulgence. Invoquerait-on l'âge des accusés ? mais ils sont vieux, bien vieux déjà dans le crime ! Dirait-on qu'aucune de leurs victimes n'a succombé ? ce serait là, Messieurs, une étrange théorie. Eh quoi ! faudrait-il donc pour justifier les rigueurs de la loi que les bourreaux eussent complètement immolé leurs victimes, que la dernière goutte de sang fut tombée sur la terre, que leur dernier soupir fut exhalé ? La justice ne pourrait-elle donc plus avoir de force qu'en présence des cadavres ? Non, Messieurs, La Providence trompe souvent, bien souvent sans doute, les horribles calculs des assassins ; mais la justice, veuille aussi, Francoeur et Marcadet ont comblé autant qu'il était en eux la mesure du crime. Vous saurez remplir vos devoirs. »

M^e Leterme, défenseur de Francoeur, déclare d'abord qu'il n'entreprend en aucune manière de justifier son client, mais seulement de discuter quelques-unes des circonstances capitales des faits qu'on lui impute. Il parcourt successivement les points principaux de l'accusation, et s'attache surtout à écarter les circonstances aggravantes des faits relatifs à l'attaque du bois de Bergault, et à celle de la diligence. Dans tous les cas, il sollicite le jury d'admettre en faveur de son client l'existence de circonstances atténuantes ; il invoque surtout cette considération qu'aucune personne n'a succombé aux violences imputées à Francoeur, et il repousse la qualification donnée par le ministère public à cette doctrine qui est celle de tous les temps et de toutes les législations.

Le défenseur de Marcadet, M^e Dumans de Chalais, dans une plaidoirie chaleureuse et admirable d'adresse et de logique, abandonne d'abord tous les faits de désarmements et même les attentats commis sur Reboux et sur sa domestique, ainsi que sur le voltigeur Rozen Fualder. Mais il s'attache à discuter le vol de la diligence et la tentative d'assassinat sur Chevrollier. Il écarte sur ces deux faits toutes les circonstances aggravantes à la charge de Marcadet. Enfin, il invoque l'application des circonstances atténuantes, et il les puise non pas dans les faits, mais dans l'horreur qu'inspire la peine capitale. Il cite une foule de décisions où les jurés ont ainsi repoussé la solidarité de ce châtiment. Il cite divers arrêts rendus à la Cour même de Laval, où malgré les traits de scélératesse les plus hideux et les plus épouvantables, on a mieux aimé admettre des circonstances atténuantes, que de prononcer la peine capitale. Il invoque surtout l'affaire La Roncière, où, dit-il, la perversité la plus infâme a trouvé indulgence devant les jurés que la rigueur de la peine effrayait sans doute. « La hache du bourreau, s'écrie le défenseur, se repose depuis bien long-temps dans notre ville : ce n'est pas vous, Messieurs, qui voudrez la relever. »

Audience du 5 août.

RÉPLIQUES. — ARRÊT.

La curiosité publique ne diminue pas ; elle est excitée surtout à l'ouverture de cette audience par le désir d'entendre un jeune magistrat, appelé depuis peu de temps au fauteuil du parquet, et riche déjà d'espérance et d'avenir.

Dans une réplique empreinte de la plus énergique conviction, M. Mévier ramène l'attention, sans la fatiguer, sur les détails de cette immense affaire. Il stigmatise d'abord les deux accusés, brigands à la fois, lâches et féroces, dont l'apparition sème partout l'épouvante et l'horreur, dont les pas ne laissent que des empreintes de sang. Il parcourt de nouveau presque tous les chefs de l'accusation, et retrace surtout, avec une éloquente émotion, l'horrible scène qui s'est passée chez Reboux ; enfin il s'élève aux plus hautes considérations morales et philosophiques pour repousser cette dangereuse philantropie qui ne s'appuie que sur les bourreaux, mais non sur les victimes ; cette doctrine funeste, qui tend à relâcher tous les liens sociaux en attaquant une peine dont la nécessité se fait chaque jour sentir. « Sans la crainte qu'elle inspire, dit-il, tous les voleurs deviendraient bientôt des meurtriers ; car la peine pour eux ne serait pas plus grave, et l'assassinat serait bientôt le corollaire logique du vol. » Le jeune magistrat repousse aussi avec chaleur l'admission des circonstances atténuantes ; ici les jurés doivent avoir non seulement de la conscience, mais encore du courage, et le courage ne leur faillira point ; ils ne trahiront pas les intérêts de la société qui a besoin d'être rassurée.

Après les répliques des défenseurs et deux heures et demie de délibération, M. le chef du jury, d'une voix émue, donne lecture du verdict. Toutes les questions principales sont résolues contre les accusés ; excepté pour Francoeur, celles relatives au vol de la diligence et à la tentative d'assassinat sur les gendarmes.

La Cour délibère et condamne les deux accusés à la peine de mort.

Marcadet pleure, et semble anéanti ; Francoeur est aussi atterré ; mais son abattement est de courte durée. La foule qui se presse sur le passage des condamnés, quand on les reconduit dans la maison de justice, remarque en effet que Francoeur marche la tête levée et d'un pas assuré. Il semble résigné à son sort. « Ce qui me consolera en montant à l'échafaud, a-t-il dit au concierge, c'est de penser que je n'ai fait mourir personne. »

COUR D'ASSISES DE MAINE-ET-LOIRE (Angers).
Audience du 6 août.

Soustraction de deniers publics par un receveur du bureau central. — Funestes effets de la loterie.

Jean-Baptiste Derrien, receveur du bureau central de la ville d'Angers, était entré en fonctions le 1^{er} janvier dernier. Le 28 avril suivant, il disparut. Le lendemain, les employés supérieurs de son administration, associés à un commissaire de police, constatèrent, par procès-verbal régulier, un déficit de 4,728 fr. 8 cent. dans la caisse de ce comptable.

Lorsqu'on fit le dépouillement des papiers de Derrien, on trouva un grand nombre de billets de loterie, d'une date récente et s'élevant ensemble à la somme de 1,755 fr. Une lettre s'y remarquait aussi, adressée au préfet, chef de l'octroi, et par laquelle Derrien accusait dans sa caisse un déficit de plus de 4,000 francs. « La loterie, dit-il, avait tout détruit. »

Mandat d'amener fut décerné, le 29 avril, contre ce receveur ; il fut arrêté le 5 mai dans le département des Côtes-du-Nord, par l'une des brigades de l'arrondissement de Dinan.

Derrien, interrogé, a avoué les faits qui lui sont imputés. Ses affaires, dit-il, étaient dérangées ; le cautionnement de 600 francs qu'il fut obligé de fournir en qualité de receveur comptable, vint encore en augmentant l'embarras ; c'est alors qu'il eut la funeste idée de haïr quelques légères sommes à la loterie ; le sort lui fut contraire. Une fois engagé dans cette voie, il n'eut plus la force d'en sortir ; il risqua des sommes plus fortes sans être plus heureux ; c'est ainsi que s'est consommée sa ruine.

M. Monden-Gennevray, avocat-général, a soutenu l'accusation, et s'est opposé avec force à l'admission de circonstances atténuantes.

M^e Freslon, défenseur de l'accusé, sans nier la matérialité des faits, s'est attaché à rechercher dans la conduite antérieure de Derrien, dans sa position, dans l'emploi qu'il a fait des fonds soustraits dont il n'a pas profité pour s'enrichir, le degré de perversité de son action. Après avoir tracé ensuite les honteuses séductions de la loterie, abîme où sont venu s'engloutir tant de fortunes, l'avocat a terminé en invoquant la justice du jury, et en lui demandant, non l'acquiescement de son client, mais une condamnation équitable.

Déclaré coupable, mais avec des circonstances atténuantes, Derrien a été condamné à trois années d'emprisonnement.

1^{er} CONSEIL DE GUERRE DE LA ROCHELLE.

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. POINSIGNON, lieutenant-colonel au 15^e régiment de ligne. — Audience du 4 août.

ASSASSINAT SU VI D'UN VOL DE 50 FRANCS.

Avant la lecture des pièces, les regards inquiets du nombreux auditoire se portent vers une boîte déposée sur le bureau du capitaine-rapporteur, et sur laquelle sont roulés quelques effets d'habillement militaire ; ce sont les témoins muets d'un crime horrible.

Dans la soirée du 15 juin dernier, trois hommes du 15^e de ligne, en garnison à Parthenay, battaient le pavé allaient de cabaret en cabaret, profitant ainsi d'une permission qu'ils avaient obtenue seulement pour dispenser de l'appel du soir. C'étaient les sieurs Guinoiseau, tambour, Poulet, voltigeur, et Graindor, tambour-major. Ils errèrent dans la ville jusqu'à près de minuit ; c'était Poulet qui régala partout, et qui, porteur d'une somme de 50 fr., s'était vanté, en outre, de faire lecture, dans un cabaret où l'on refusait de prendre une pièce de 5 fr. qu'on supposait fautive. Enfin, après avoir en vain demandé à coucher dans deux auberges du faubourg, Graindor, moins pris que ses camarades, voulut les emmener avec lui coucher au corps-de-garde, et les saisit sous le bras ; mais ils s'y refusèrent. « Nous ferions mieux d'aller à Niort, dit Guinoiseau. — Ouf, pour coucher dans un fossé », repiqua l'autre ; faites ce que vous voudrez, moi je rentre en ville. — Eh bien, dit le tambour, nous coucherons dans l'herbe. Il était alors minuit, et Graindor se rendit effectivement au corps-de-garde, où il s'endormit.

Vers une heure et demie, un factionnaire vit venir à lui un soldat qu'il reconnut pour Guinoiseau, et lui demanda pourquoi il n'était pas rentré à son logement. « Ça venait d'y frapper et on lui avait refusé la porte », dit-il, me promène, répondit-il. A quatre heures et demie, le nommé Schoffer, camarade de lit du tambour, le fit rentrer, portant dans son bonnet de police un mouchoir et une paire de guêtres fraîchement lavées. Interrogé sur son sujet par son camarade, Guinoiseau lui déclara que ses guêtres avaient des taches, et qu'il les avait lavées. Ce jour-là était un dimanche ; le régiment passait l'inspection du colonel ; Guinoiseau se mit à l'instant à nettoyer son mouchoir, et assista à la revue. Là, le caporal-tambour-major Graindor lui demanda où il avait laissé, dans la nuit, le voltigeur Poulet, qui n'avait pas répondu à l'appel ; il fit l'étonné, ne sait pas ce qu'on veut lui dire. Graindor lui rappela qu'il l'avait laissé avec Poulet, à minuit, après une ribotte commune. Guinoiseau lui dit alors que Poulet l'avait abandonné, mais qu'il ne sait où il s'est dirigé.

Le soir il y avait une assemblée à un village voisin nommé Poinpière ; Guinoiseau s'y rendit avec le tambour Chardel, et lui, qui n'avait presque jamais d'argent, payait toutes les dépenses de la journée, et montra pour 11 fr. de pièces blanches. Enfin, quatre jours s'étaient écoulés ; Poulet était présumé déserteur, lorsque le 1^{er} juin, à onze heures du matin, des faucheurs entrèrent

Enfin, M. Viney accepta la choucroute et la vendit à M. Aliens pour 810 fr. Le paiement fut réglé en une traite de 410 fr., tirée par Viney sur Aliens qui l'accepta, et en deux billets de 200 fr. chacun. M. Lebourgo se fit remettre la traite de 410 fr. avec l'endossement de Viney pour se couvrir du surplus de la somme qui revenait à l'administration, et les deux billets de 200 fr., souscrits par Aliens restèrent entre les mains de Viney, pour le solder de la somme que la caisse du journal lui payait en remboursement de ses actions.

A l'échéance de ces billets et lettres de change, Aliens avait mis ainsi que l'a dit un témoin, la clé sous la porte; il était insolvable. Le porteur de la lettre de change de 410 fr., que Lagarde avait négociée exerça des poursuites contre Viney qui, pour éviter l'arrestation de sa personne, paya cette somme. Ainsi, non seulement les actions ne lui ont pas été remboursées; mais il a été obligé de déboursier les 410 fr., prix de la choucroute.

Ces faits ont été exposés aujourd'hui par le plaignant et confirmés par les témoins; mais le Tribunal, après avoir entendu M. Vidalezeu, a acquitté les prévenus, attendu qu'il n'était pas suffisamment établi que l'administration du Globe eût employé des manœuvres frauduleuses pour déterminer le sieur Viney, sous-chef de bureau, à prendre de la choucroute de Strasbourg en paiement de ses actions.

En ce qui touche Denis, unique rédacteur du Globe, le Tribunal, attendu qu'aucun reproche ne pouvait lui être adressé, l'a renvoyé purement et simplement des fins de la plainte, et a condamné Viney en tous les dépens.

Un jeune et vigoureux gaillard comparait devant la police correctionnelle sous la prévention de vagabondage.

M. le président: Quel est votre nom?

Le prévenu, sans se lever: Je n'en ai pas.

M. le président: Vous ne voulez pas répondre?

Le prévenu: Eh bien! Mettez Louis et que cela finisse.

M. le président: Vous avez d'autres noms.

Le prévenu: je n'en veux pas donner d'autres... qu'est-ce que cela vous fait?... Jugez-moi là-dessus.

M. le président: Vous êtes sans moyens d'existence.

Le prévenu, montrant ses bras: Les voilà, mes moyens d'existence, ils m'ont servi jusqu'à présent, ils pourront bien me servir encore. Est-ce ma faute à moi si je n'ai pas d'ouvrage? C'est donc un crime que de mourir de faim... et on disait que les rivières de sang de la révolution de juillet devaient servir à faire le bonheur du peuple. Quand je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de pain, c'est vrai: quand je n'ai pas de pain, j'ai faim, c'est encore vrai... si c'est un crime, condamnez... merci!

M. l'avocat du Roi requiert contre le prévenu l'application de la loi.

Le prévenu, vivement: Vous me condamnez... Ah! ça, vous faites donc de la justice comme un épicier vend deux liards de résiné... merci!

M. l'avocat du Roi: Nous requérons que les paroles du prévenu soient consignées au procès-verbal d'audience pour être statué, s'il y a lieu.

Le prévenu: Mettez... Mettez... Le Tribunal condamne le prévenu à six mois de prison et cinq ans de surveillance.

Brunswick et Cahin, marchands de chaînes de montre, sont prévenus d'avoir voulu escroquer un honnête habitant de l'Auvergne.

« Je marchais tranquillement sur le boulevard, dit celui-ci, voilà que je vois deux Messieurs qui disaient à un soldat militaire: Pourquoi donc ne voulez-vous pas nous vendre votre montre, à nous? Est-ce que notre argent ne vaut pas bien celui d'un paysan? — Je veux vendre ma montre à un paysan, disait le militaire, c'est une bonne affaire, et je veux que ce soit un paysan qui en profite. Je ne veux pas la vendre à vous qui êtes marchands. Alors l'un d'eux m'ayant aperçu, me dit tout bas: « Vous êtes paysan de campagne vous, achetez la montre de Monsieur, il veut la vendre 25 fr.; je vous donnerai 10 fr. de bénéfice, et vous ne risquez rien. » Je me laisse persuader et je vais à mon garni avec le militaire qui voulait bien me vendre la montre, à moi. Avant de partir, on avait décidé que je retrouverais les autres à la rotonde du Palais-Royal, pour leur donner la montre et avoir les 10 fr. de bénéfice. Je monte à mon garni, je vais prendre 25 fr., et en descendant je ne trouve plus le militaire qui devait m'attendre en bas.

M. le président: Ainsi il n'y a pas eu remise de l'argent: il n'y a pas délit consommé.

Un agent de police entendu, déclare qu'ayant surveillé long-temps les deux prévenus, il les arrêta au moment où il vit le paysan qui allait à son garni chercher de l'argent.

M. le président: Mais pour qu'il y ait escroquerie il faut qu'il y ait remise, et cette circonstance manque au procès.

Brunswick: Il y aurait eu remise de l'argent, qu'il n'y n'y aurait pas escroquerie de notre part; car la montre valait l'argent, et le plaignant n'aurait pas été attrappé du tout; il en avait pour ses 25 francs.

M. l'avocat du Roi: Le procès-verbal du commissaire de police constate que la montre saisie sur vous est en cuivre argenté et ne vaut pas 25 francs.

Brunswick: Le procès-verbal n'a pas le sens commun. La montre est au greffe, faites-la venir, elle est en bel et bon argent, voici la facture; elle nous avait coûté 19 fr. et tout cela n'était fait que pour la vendre avec un bénéfice de six francs.

Le fait est vérifié, et il est constaté que la montre signalée dans l'instruction et par le commissaire de police, et par l'ordonnance de la chambre du conseil, comme étant en cuivre, est réellement en argent. La prévention dirigée contre Cahin et Brunswick a disparu, un peu

tard peut-être, et M. l'avocat du Roi s'empresse lui-même de réquerir la mise en liberté des deux inculpés. Le Tribunal les renvoie de la plainte.

Un voleur émérite, arrêté hier presque en flagrant délit, soutenait effrontément n'avoir pas pris la jolie montre d'une dame, qui persistait de son côté à imputer le délit à son auteur. Les premières recherches faites sur la personne de cet individu, n'amenèrent en effet aucune découverte; mais conduit chez M. Lenoir, commissaire de police du quartier du Louvre, celui-ci lui fit subir d'assez épreuves. « Passez dans mon cabinet, lui dit le magistrat, et deshaillez vous entièrement. » Il fallut bien se résigner, non sans murmurer. « Savez-vous à quoi vous vous exposez, disait-il au commissaire; traiter un homme comme moi de voleur, c'est une infamie! je vous attaque, ordonna au prisonnier de mettre ses habits bas, et comme cette mesure ne faisait encore rien découvrir, le prévenu se répandit en injures contre le commissaire et ses agents, alors l'un de ces derniers l'a fortement serré au-dessus des reins, et soudain le bijou dérobé est tombé à terre.

M. Warée, éditeur des Annales du barreau français nous prie d'annoncer que la quinzième livraison de son recueil est entièrement consacrée au barreau de Bordeaux, et que ce barreau trouvera place encore dans les livraisons qui vont être publiées.

M. A. Delavigne, licencié ès-lettres, ouvrira, le mardi 10 août, un nouvel enseignement trimestriel préparatoire au baccalauréat ès-lettres. Ce cours sera terminé en temps utile pour que les élèves puissent passer leur examen et prendre leurs inscriptions en novembre. S'adresser rue de Sorbonne, 9, de midi à 4 heures.

L'Histoire de la Philosophie du docteur Ritter jouit d'une grande estime en Allemagne où elle a eu plusieurs éditions. Sa traduction ne peut manquer d'être favorablement accueillie en France par les hommes studieux. Elle a pour elle les suffrages de MM. Cousin et Jouffroy, qui en ont parlé avec les plus grands éloges dans leurs cours et dans leurs ouvrages (Voir aux Annonces.)

Le Rédacteur en chef, gérant, DARMAING.

L'ouverture du théâtre Royal-Italien est fixée au 4^o octobre prochain et la durée de sa saison à six mois qui se terminent le 31 mars 1836.

Les premiers sujets engagés jusqu'à présent pour toute la saison, sont: MM. Rubini, Tamburini, Lablache, Santini, Ivanoff; Mesdames Grisi, Albertazzi et Raimbeaux.

Dans le cours de cette saison il sera donné deux ouvrages nouveaux, l'un composé par M. Mercadante expressément pour le Théâtre-Italien de Paris, l'autre à choisir parmi ceux qui ont obtenu le plus de succès sur les théâtres d'Italie.

MM. les locataires de loges et abonnés de la saison dernière qui désireraient conserver leurs loges et places pour la prochaine saison, sont priés de vouloir bien se faire inscrire au bureau de la location avant le 1^{er} septembre, autrement on en disposerait.

CHAMEROT, libraire-commissionnaire, quai des Augustins, n. 15.

RÉPERTOIRE DE LA LITTÉRATURE

ANCIENNE ET MODERNE,

Contenant 1^o le Lycée de Laharpe, les Elémens de littérature de Marmontel, un Choix d'articles littéraires de ROLLIN, VOLTAIRE, BATTEUX, etc.; 2^o des Notices biographiques sur les principaux auteurs anciens et modernes, avec les jugemens par nos meilleurs critiques; 3^o des Morceaux choisis avec des notes.

TRAITÉ DU DOL ET DE LA FRAUDE

EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE,

Par M. CHARDON, 3 volumes in-8^o. Prix: 21 fr.

ASSURANCES AVANT LE TIRAGE DE LA CLASSE 1834, ET REMPLACEMENT MILITAIRE, Chez MM. MUSSET aîné, SOLLIER et C^o, boulevard Montmartre, n. 10.

SOCIÉTÉS COMMERCIALES. (Loi du 31 mars 1835.)

ÉTUDE DE M^e VENANT, AGRÉÉ au Tribunal de commerce de la Seine, rue de Jeûneurs, 4 bis.

Entre LOUIS-ÉDOUARD DELANNAY, marchand d'étoffes de soie, et GUSTAVE-AUGUSTE-NAPOLEON CLOUET, commis, demeurant tous deux à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n. 7.

Appert: Il a été établi entre les susnommés à Paris, une société en nom collectif, sous la raison et avec la signature sociale EDOUARD DELANNAY et GUSTAVE CLOUET, pour le commerce des étoffes de soie et articles de nouveautés, pendant dix années consécutives qui ont commencé à courir du 4^o août 1835 pour finir le 4^o août 1845.

Chacun des associés aura la signature sociale, mais pour la correspondance ordinaire et les acquits seulement, tous les achats devant se faire au comptant; l'émission de cette signature ne pourra avoir lieu qu'avec le concours des deux associés pour la négociation, le cas échéant, du papier reçu des débiteurs de la société et la souscription de tous engagements ou marchés.

Pour extrait. VENANT.

Par acte devant M^e Esnée, notaire à Paris, du 8 avril 1835, M. HIPPOLYTE HOFFMAN, propriétaire, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, n. 156, a formé une société en commandite, par actions, pour améliorer et assurer l'existence des hommes et femmes à gages, sous le nom d'Institution philanthropique des hommes et femmes à gages et sous la raison sociale HOFFMAN et C^o pour vingt-quatre ans à compter du jour de sa création; M. HOFFMAN a la signature sociale et a été chargé de gérer et administrer ladite société, mais il lui a été interdit de souscrire pour la société aucun effet et de contracter aucun engagement emportant obligation de payer.

Le fonds social a été fixé à 400,000 fr. représentés par 400 actions de 250 fr.

D'un acte sous seings privés, en date du 6 de ce mois, il appert que la société BEAU et FAUCONNIER formée le 12 novembre 1833, pour la fourniture et pose d'un comble en fer à la Cour des Comp-

tes, est dissoute à partir du 1^{er} de ce mois, et que M. BEAU reste chargé de la liquidation.

Pour extrait: BEAU.

La société dite Institution philanthropique des hommes et femmes à gages a été constituée par acte devant M. Esnée, notaire à Paris, du 3 août 1835.

Paris, 6 août

Pour extrait: ESNEE.

ERRATUM. — Dans notre Numéro de dimanche 16 juillet dernier, insertion de l'extrait de l'acte de société sous la raison JOHN WILKS et C^o, ayant pour objet la publication du journal London et Paris Courier, lisez partout JOHN WILKS, au lieu de WILKS.

ANNONCES JUDICIAIRES.

ÉTUDE DE M^e LE BER, AVOUÉ A ROUEN, Rue des Maillots, n. 42.

Adjudication définitive, sur proclamation d'abondant, même au-dessous de l'estimation, le mardi 25 août 1835.

A vendre, par licitation judiciaire, à l'audience des criées du Tribunal civil de Rouen: L'antique et beau CHATEAU DE MESNIÈRES, sis à Mesnières, près Neufchâtel-en-Bray (Seine-Inférieure), avec les 12 Fermes, Moulin, Bois-Taillis, Fossés, Prairies et Maisons, composant ce vaste domaine.

Ce château, construit dans le style des anciens manoirs féodaux, au milieu d'un très grand parc enclos de murs, domine la belle et riche vallée de Bray, arrosée par la rivière de Béthune qui coule le long du parc et des jardins: il est édifié en pierre, au milieu d'un vaste réservoir d'eau alimenté par des sources, et flanqué de quatre tourelles, dans l'une desquelles est la chapelle.

Cette terre, dont l'accès est des plus faciles, est située à une lieue de Neufchâtel, six de Dieppe, sept de la ville d'Eu et dix de Rouen.

Sa contenance est de 730 hectares, et son revenu annuel est de 42,000 fr. au moins.

Elle a été estimée par les experts commis de justice, à la somme d'un million cent soixante-dix-neuf mille trois cent soixante francs, ci. . . . 1,179,360 fr.

Nota. La mise à prix est fixée à la somme de onze

HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE,

Par le docteur HENRY RITTER, professeur à l'Université de Kiel; Traduite de l'allemand par C. J. TISSOT, docteur ès-lettres, professeur de philosophie, membre de plusieurs Sociétés savantes.

Première partie — Histoire de la Philosophie ancienne, 4 gros volumes in-8^o, le premier volume est en vente. — Prix: 8 fr. — Les trois autres paraîtront successivement.

Chez LADRANGE, libraire-éditeur, quai des Augustins, n. 19.

cent mille francs, et l'adjudication ne pourra avoir lieu au-dessous de cette somme. Dans le cas où les enchères n'atteindraient pas ce taux, il serait immédiatement et à la même audience procédé à la vente en détail, par corps de fermes et d'habitations, des biens composant ce domaine.

S'adresser, pour avoir connaissance du cahier des charges de la vente: A Rouen, à M^e LE BER, avoué poursuivant, rue des Maillots, n. 42; Et à Paris, à M^e BERTHIER, avoué, rue de Gail-

lon, n. 41. M^e Le Ber communiquera les plans, baux et titres de propriété, dont il est dépositaire.

Le prix de l'insertion est de 4 fr. la ligne.

AVIS DIVERS.

AVIS CONTRE LA FAUSSE CRINOLINE. Signature OUDINOT (seul type de la vraie crinoline Oudinot) apposée sur ses cols; 5 ans de durée, brevétés à l'usage de l'armée. Ceux de luxe, chefs-d'œuvre d'industrie, ont fixé la vogue pour bals et soirées.

7, 9, 12 et 18 fr. Maison centrale, rue du Grand-Chantier, 5, au Marais; et de détail, place Bourne, 27.

MOUTARDE BLANCHE. Qui fortifie l'estomac, et tient le corps libre, ce qui donne pour résultat des cures d'une infinité de maladies. 4 fr. la livre; ouvrage, 4 fr. 50 cent. — Chez DIDIER, Palais-Royal, galerie d'Orléans, 32 Dépôt, voir le Constitutionnel du 21 février.

Les malades atteints de syphilis, dartres, gale, teigne, cancers, ulcères, varices, hémorroïdes, sont

GUERIS

en toute sûreté et à très peu de frais, avant ce rien payer, par le docteur, rue de l'Egout, n. 8, au Marais, de 9 heures à 2. (Affranchir.)

Pharmacie LEFÈVRE, rue Chaussée-d'Antin, n. 52.

LE COPAHU SOLIDIFIÉ. Guérit en peu de jours les écoulemens anciens et nouveaux. Sa concentration lui donne plus d'énergie que le copahu pur; il n'en a ni le goût ni l'odeur désagréables, ni l'action violemment irritante. La réputation toujours croissante de cet excellent remède est acquise par plusieurs années de succès. Dépôt: pharmacie Regnault, 5, rue de la Feuillade. (Affr.)

EXCELLENT SIROP RAFRAÎCHISSANT d'oranges rouges de Malte, employé en médecine avec succès contre les maladies inflammatoires. Prix: 2 fr. la demi-bouteille. — A la pharmacie, rue du Roule, n. 11, près celle des Prévôtiers.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS, du mercredi 12 août.

- PAUPELOUX, Md de nouveautés. Concordat. LANGOIROUX, Md de vin. Syndicat. BERTAUD et femme, Md lingeries-merciers. Clôture. LAROCHE, fabricant de bretelles. Concordat. ROYER, Md de sable. Vérification. MAFFIAS frères, Md de soieries. Syndicat. SYLVESTRE, fabricant de porte-feuilles. id. LEGRAND, Md de vin. Édition de complet. LABBÉ, commissionnaire en fer. Clôture. HADAMAR, Md de tapis. id. RAVOT, restaurateur. id. MOUCHEL, Md tailleur. id. DUVAUX, peintre en lettres. Vérification. PEYROU père, Md de vin-traiteur. id.

du jeudi 13 août.

- MORISSET, Md de vin traiteur. Concordat. LAPITO, ancien entrepreneur. id. LEBRETI, ancien banquier. id. DUBIEF, Md joillier. id. ETEVANT, Md bottier. Clôture. VEBER, Md mercier. id.

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

- CAUSSE, négociant, le DEVILLE-CHARROL, Md de forges, le CUYON, Md de beurre et œufs, le TORTAY, ancien Md de bois, le

BOURSE DU 11 AOUT.

Table with columns: A TERM., 1^{er} cours, pl. haut., pl. bas., dernier. Rows include 5 p. 100 compt., 3 p. 100 compt., R. de Napl. compt., R. perp. d'Esp. ct., and IMPRIMERIE PIHAN-DELAFOREST (MONTYLLA) RUE DES BONS-ENFANS, 34.

Vu par le maire du 4^e arrondissement, pour légalisation de la signature PIHAN-DELAFOREST.